

LES CHIFFRES DU MOIS

6

Six hauts-gradés de l'armée birmane, parmi lesquels Min Aung Hlaing, le commandant en chef de l'armée, sont mis en cause pour génocide dans l'état d'Arakan, et pour crimes contre l'humanité dans les états d'Arakan, Shan et Kachin dans le pré-rapport de la Mission d'établissement des faits de l'ONU, publié le 27 août 2018.



8

Le 8 août 2018 a marqué les commémorations du plus grand soulèvement pro-démocratie qu'ait connue la Birmanie face à la dictature. C'était le 8 août 1988 / « 8888 » : près de 3 000 manifestants furent tués par l'armée, une histoire qui n'est toujours pas enseignée à l'école.



275

Selon l'AAPP, une association birmane d'assistance aux prisonniers politiques, il y a 275 prisonniers politiques en Birmanie. L'AAPP indique que 33 ont été condamnés à des peines d'emprisonnement, 53 sont en détention préventive et 189 en liberté provisoire dans l'attente de leur procès.

36 prisonniers politiques ont été libérés en avril dernier, après avoir été amnistiés par le Président.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

La Birmanie refuse de coopérer avec la Cour Pénale Internationale

Comme nous l'indiquions dans notre newsletter d'avril, la Procureure de la Cour Pénale Internationale (CPI) a demandé à la CPI de statuer sur sa compétence au sujet de la déportation de la minorité Rohingya de la Birmanie vers le Bangladesh. Bien que la Birmanie ne soit pas partie au Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, la Procureure pose la question de savoir si la CPI pourrait exercer sa juridiction étant donné la déportation de Rohingya sur le territoire du Bangladesh, qui lui est un Etat partie au Statut de Rome. Invitée par la Procureure à soumettre des observations dans le cadre de cette procédure, la Birmanie a refusé de coopérer avec la CPI, qu'elle accuse de partialité. Dans son communiqué officiel du 9 août 2018, elle met en avant qu'elle n'a pas ratifié le Statut de Rome et utilise l'argument de sa souveraineté nationale de manière tout à fait discutable, dès lors qu'il s'agit de crimes contre l'Humanité et qu'il est établi qu'aucune enquête indépendante et effective n'a jusqu'à présent été menée par les autorités birmanes. La décision de la Cour sur sa compétence est attendue.

Une analyse critique de « Fieldview solutions » sur le rôle de la communauté internationale en Birmanie

Dans un rapport indépendant publié en juin 2018, « Time to break old habits: Shifting from Complicity to Protection of the Rohingya in Myanmar », Liam Mahony, expert en protection des civils dans des contextes de crise humanitaire et directeur de « Fieldview Solutions », livre une analyse critique du rôle des acteurs humanitaires et de l'ONU en Birmanie. Il préconise en particulier des prises de position beaucoup plus fermes face aux autorités birmanes dès lors qu'il s'agit des droits humains. Dans son pré-rapport du 27 août 2018, la mission d'établissement des faits mandatée par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pointe l'échec de l'ONU dans son ensemble face aux violations des droits humains en Birmanie.

FIELDVIEW SOLUTIONS

advancing field protection and human rights



Nouvelles sanctions américaines contre 4 hauts-gradés et 2 divisions d'infanterie

Le 17 août 2018, le Trésor américain a annoncé des sanctions contre quatre commandants et deux unités militaires de Birmanie, pour leur implication dans le nettoyage ethnique perpétré dans l'état d'Arakan et d'autres violations massives des droits humains dans les états Shan et Kachin. Sont visés trois commandants de l'armée (Aung Kyaw Zaw, Khin Maung Soe, Khin Hlaing), un commandant de la Border Gard Police (BGP) - la police des gardes frontière - (Thura San Lwin), ainsi que les 33ème et 99ème divisions d'infanterie. Ces sanctions permettent aux autorités américaines de saisir ou geler les possessions ou intérêts détenus par ces personnes, avec lesquelles toute transaction est par ailleurs interdite. Dans les semaines qui viennent, le Département d'Etat américain doit publier un rapport sur les crimes commis à l'encontre des Rohingyas.



Des camps de jeunes pour la paix dans l'état Shan

Pour promouvoir la tolérance et faire entendre la voix de la jeunesse dans le processus de paix, des « camps de jeunes pour la paix », financés par l'ONU, sont organisés par des groupes locaux pour « l'empowerment » des jeunes. Ce sont ainsi près de 300 jeunes issus de 12 communautés qui se sont réunis en août durant une semaine de formation et d'échanges dans le township d'Ywa Ngan, un des 2 townships auto-administrés de l'ethnie Danu. Les jeunes participants ont activement pris part aux discussions et émis des recommandations pour la paix, avec la volonté d'être davantage entendus et pris en compte.



source photo : UNFPA

Négociations de paix

A la fin du mois d'août, la KNU (Karen National Union) a déclaré qu'elle allait s'engager auprès des groupes ethniques armés qui n'ont pas encore signé l'accord de cessez-le-feu national en vue de parvenir à la paix.

Une réunion de négociation qui se déroulait en Chine entre des délégués de la Kachin Independence Organization (KIO) et des représentants de l'armée birmane a subitement tourné court en raison des conditions préalables à la discussion fixées par l'armée. Cette réunion faisait suite aux négociations entre la KIO et l'armée lors de la 3e session de la Conférence de Panglong pour le 21e siècle.



Fin annoncée de la protection internationale des réfugiés Chin ?

Des organisations Chin ont dénoncé la décision annoncée du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) de mettre fin à la protection internationale accordée aux réfugiés Chin dans la sous-région au motif que leurs craintes de persécution auraient cessé et que les autorités birmanes seraient désormais en mesure d'assurer leur protection. Ces organisations ont pointé la militarisation de l'état Chin, les violations des droits humains perpétrées par l'armée birmane et les entraves à leur liberté religieuse. Selon le Chin Refugee Committee (CRC), le HCR aurait reporté la mise en oeuvre du programme de rapatriement dans l'attente de plus amples investigations...



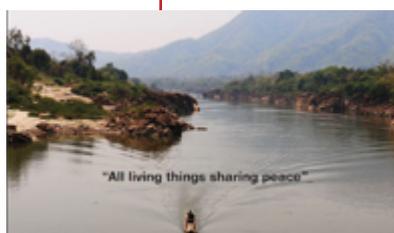
Des libertés fondamentales en danger

Ce mois d'août, les organisateurs d'une célébration de la Journée des Martyrs Karen ont été poursuivis, tandis que l'armée a ordonné que des panneaux annonçant les commémorations de la Révolution Mon soient retirés au motif qu'ils inciteraient à la rébellion. Deux personnes ont fait l'objet de poursuites pénales pour avoir distribué des tracts sur l'histoire de l'état Karenni (Kayah). Un représentant régional de la LND a quant à lui menacé de poursuivre en diffamation ceux qui critiquent Aung San Suu Kyi ou le gouvernement. Le journal Eleven rapporte qu'un villageois de la commune de Kyauktan aurait été arrêté par la police après que son voisin l'ait dénoncé pour avoir critiqué Aung San Suu Kyi en raison de la hausse des prix des produits de première nécessité.



Facebook ferme la page du commandant en chef de l'armée birmane

Le 27 août 2018, alors que les enquêteurs de l'ONU mettaient en cause de hauts-gradés de l'armée birmane pour génocide, crimes contre l'Humanité et crimes de guerre, Facebook annonçait notamment la fermeture de la page de Min Aung Hlaing, commandant en chef de l'armée. Le rapport de la mission d'enquête évoque le rôle de Facebook dans la propagation du discours de haine en Birmanie, un rôle que l'agence Reuters a récemment pointé dans un rapport d'investigation. Un audit interne est en cours à Facebook sur cette question. Reporters Sans Frontières demande qu'il soit rendu public.



Le Salween Peace Park : un projet d'aire de conservation respectueux des Karen et de leur environnement

Des habitants Karen soucieux de préserver leur mode de vie et leur environnement ont élaboré leur propre projet de conservation de la forêt : le "Salween Peace Park". Grâce à ce projet, les populations Karen gèreraient une aire de 5200 kilomètres carrés située à la frontière est du pays avec la Thaïlande. Lancé en 2016, ce projet a été élaboré dans le respect des traditions et de la culture des Karen, contrairement aux zones protégées décrétées par le gouvernement qui ne reconnaissent pas les droits coutumiers des peuples indigènes et risquent de les chasser de leurs terres. Selon un représentant de la KESAN (Karen Environmental and Social Action Network), les zones protégées actuellement prévues par le gouvernement sont une menace pour la paix et pour les droits coutumiers des Karen, raison pour laquelle le « Salween Peace Park », toujours à l'étude, est si important.

Violations massives des droits de l'Homme en Birmanie : la mission d'établissement des faits mandatée par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies publie un pré-rapport qui évoque un génocide

En mars 2017, le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a mandaté une mission d'établissement des faits sur la situation des droits humains en Birmanie. Son rapport complet sera publié le 18 septembre 2018 lors de la prochaine session ordinaire du Conseil des droits de l'Homme.

A la veille de la réunion d'information sur la Birmanie du 28 août 2018 devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, la Mission de l'ONU a publié un pré-rapport.

Elle y indique disposer de suffisamment d'éléments pour appeler à la poursuite des principaux hauts gradés de l'armée pour génocide dans l'état d'Arakan. Six hauts gradés de l'armée, parmi lesquels Min Aung Hlaing, le commandant en chef des armées, sont ainsi nommément mis en cause pour génocide dans le nord de l'état d'Arakan. Ils sont également mis en cause pour crimes contre l'Humanité et crimes de guerre dans les états d'Arakan, Kachin et Shan.

La Mission précise conserver une liste additionnelle de noms, dans la perspective de poursuites ultérieures dans le respect des standards internationaux.

Elle établit l'existence de violations massives des droits de l'Homme et documentent la commission des crimes les plus graves en droit international, principalement commis par l'armée, mais également par d'autres forces de sécurité. Les crimes contre l'Humanité documentés dans les états d'Arakan, Kachin et Shan incluent le meurtre, l'emprisonnement, la disparition forcée, la torture, le viol, l'esclavage sexuel et d'autres formes de violence sexuelle, la persécution et l'esclavage. Tandis que dans l'état d'Arakan, les éléments des crimes contre l'humanité d'extermination et de déportation sont aussi présents.

La Mission aborde aussi les abus et les violations des droits humains perpétrés par des groupes armés non-étatiques.

Tout en indiquant que les autorités civiles ont peu de contrôle sur les actions de la Tatmadaw, l'armée birmane, le rapport note que par leurs actes et leurs omissions, les autorités civiles ont contribué à la commission des crimes.

La Mission pointe le déni et l'impunité qui accompagnent ces crimes et indique que la Tatmadaw est au-dessus des lois. De ce fait, la perspective de faire rendre des comptes ne peut venir que de la communauté internationale.

Le pré-rapport en appelle à la saisine de la Cour Pénale Internationale ou à la création d'un tribunal international ad hoc. Il appuie également la mise en place d'un mécanisme indépendant, notamment chargé de collecter des preuves en vue d'un procès.

La Mission recommande aussi l'adoption de sanctions individuelles à l'encontre des individus nommés.

Enfin, le pré-rapport replace les crimes documentés dans leur contexte historique sur le plus long terme. Il fait valoir que le gouvernement et l'armée ont alimenté un climat dans lequel les discours de haine prospèrent, les violations des droits humains sont légitimées et les incitations à la violence et à la discrimination facilitées.

Les conclusions de la Mission d'établissement des faits étaient attendues dans la perspective d'appuyer les revendications de plus en plus fortes de justice internationale.

Le 25 août 2018, des dizaines de milliers de Rohingya ont manifesté au Bangladesh en demandant justice à l'ONU.

Dans un communiqué du 24 août 2018, Info Birmanie enjoint à la France d'appuyer une saisine de la CPI par le Conseil de sécurité des Nations Unies.



photo : 31 août 2017, maisons brûlées dans le nord de l'état d'Arakan, Moe Zaw VOA NEWS